



DÉVELOPPEMENT
MÉDIAS

WWW.RA-CFI.FR

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

SOMMAIRE

2017, UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE DES TRANSFORMATIONS	3
ENCOURAGER L'ÉTAT DE DROIT PAR LE PLURALISME	5
Regard Jeunesse Niger	6
Blogs et réseaux sociaux : de nouveaux espaces d'expression	
Naseej	7
La diversité traitée par les médias du Proche-Orient	
Relèvement et stabilisation en RCA	8
Pour une meilleure cohésion sociale	
Hiwar	9
Réfléchir aux enjeux du journalisme libyen	
Ebticar	10
Phase d'évaluation après deux ans de renforcement des médias en ligne dans le monde arabe	
4M Asie	11
Participer à l'émergence de médias indépendants en Asie du Sud-Est	
RENFORCER LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS	12
Appui aux médias jordaniens	13
Nouveaux cursus universitaires, nouvelles pratiques journalistiques	
Connexions citoyennes	14
Développement de projets numériques d'action citoyenne	
Ecrire et produire en Afrique	15
Un soutien à la création de séries africaines	
SafirLab	17
Accompagnement de jeunes porteurs de projets dans le monde arabe	
MOBILISER LES MÉDIAS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	18
Dialogues citoyens	19
Des médias et OSC engagés dans le contrôle de l'action publique	
Qudra	20
Production et distribution d'info service pour les réfugiés syriens	
Open Data Médias 2	21
Agir pour l'émergence d'un réseau de dataactivistes africains	
CONSOLIDER LES MODELES ÉCONOMIQUES	22
Orient numérique	23
De nouvelles stratégies pour les médias francophones libanais	
Naila	24
Soutenir les Nouveaux Acteurs de l'Information en Ligne Africains	
Médias 360	25
Favoriser les synergies entre les médias et les réseaux sociaux en Afrique francophone	
PERSPECTIVES 2018	26
BILAN FINANCIER	27

(Légende couverture)

Sixième édition de SafirLab à Paris – Novembre 2017.

2017, UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE DES TRANSFORMATIONS

En 2017, le Président de la République a solennellement réaffirmé l'importance de l'aide publique au développement (APD) et lui a assigné de nouveaux objectifs. Cinq grands domaines prioritaires ont été identifiés : la stabilité internationale, le climat, l'éducation, l'égalité femmes-hommes et la santé. La coopération audiovisuelle, consacrée à l'accompagnement des acteurs de l'information du Sud, est un puissant levier au service de ces priorités thématiques. Elle justifie l'existence et la place d'une agence française de développement médias spécialisée, telle que CFI, pour soutenir les processus de développement ou renforcer les médias locaux dans les zones en stabilisation. C'est dans ce contexte d'accroissement de l'effort d'aide publique au développement de la France que CFI a connu et engagé plusieurs transformations majeures, menées tout au long l'année.

Le rapprochement de CFI avec France Médias Monde

Depuis le 27 juin 2017, CFI est devenu une filiale entièrement détenue par le groupe France Médias Monde. Ce positionnement voulu par l'Etat est stratégique. Il vise à constituer un pôle d'expertise robuste, au sein de l'audiovisuel extérieur, dans le domaine du développement médias. Il procure à CFI un adossement solide et un écosystème favorable. Il dote l'action audiovisuelle extérieure de la France d'un levier de renforcement des partenariats potentiels avec des acteurs médias au Sud. Le rapprochement entre CFI et FMM permet d'ores et déjà des synergies de structures, de moyens et d'actions, pour un bénéfice commun et l'amélioration de l'efficacité et l'impact des actions d'aide au développement.

L'adoption du contrat d'Objectifs de CFI avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

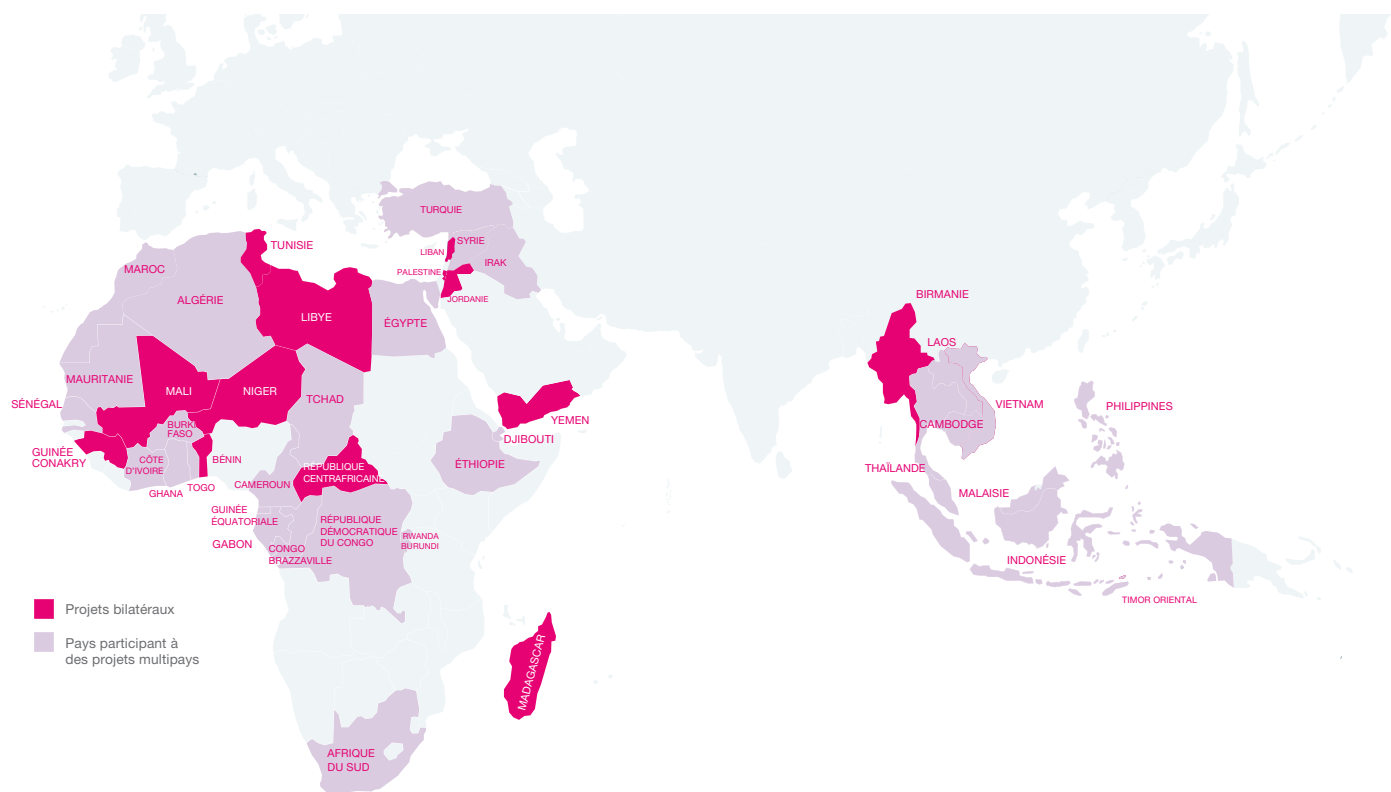
Le contrat d'Objectifs, pour la période 2018/2020, a été négocié en 2017 avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il affirme l'identité et la place de CFI en tant qu'opérateur de référence dans le domaine de l'aide au développement média, et concentre les interventions de CFI autour des priorités liées à la jeunesse, au numérique, au développement durable, à l'égalité hommes femmes. Il prévoit d'optimiser les bénéfices du rapprochement avec le groupe France Médias Monde, dans une perspective de démultiplication d'activités.

L'accélération des processus d'intervention de CFI pour les bénéficiaires locaux

CFI a transformé son action suivant trois axes :

- La diversification des financements a continué, notamment par des appels d'offres fructueux auprès des bailleurs de fonds internationaux.
- En 2017, l'ingénierie de projet s'est intensifiée et 177 actions ont été organisées sur le terrain. La productivité, mesurée par la part de ressources affectées sur projets, a atteint un niveau inédit, en dépit du déménagement de l'entreprise.
- CFI a confirmé ses tropismes traditionnels, sans exclure d'explorer de nouveaux territoires (en Europe centrale par exemple) en concentrant l'essentiel des projets en Afrique subsaharienne et dans le monde arabe (Maghreb, Levant). Cette spécialisation permet de capitaliser expériences, réseaux et savoir-faire, contribuant ainsi à la notoriété et à la reconnaissance de CFI en France et à l'étranger.

GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS EN 2017



LES CHIFFRES CLÉS 2017



3 360
journées
d'expertise



177
actions
sur le terrain



2 384
professionnels
du Sud encadrés



9 995 K€
mobilisés en
actions d'expertise

ENCOURAGER L'ETAT DE DROIT PAR LE PLURALISME

Appui à l'émergence de médias indépendants en Asie du Sud-Est, débats sur le traitement de la diversité dans les médias au Proche-Orient, développement de médias sociaux en Afrique... Ces actions menées en 2017 ont contribué à promouvoir le pluralisme de l'information et à encourager la production éthique d'une information fiable et de qualité.

REGARD JEUNESSE NIGER

Blogs et réseaux sociaux : de nouveaux espaces d'expression

Calendrier : Septembre 2017 – Décembre 2017 / **Budget global** : 85 K€

La jeunesse nigérienne, qui représente aujourd'hui plus de la moitié de la population, manque de perspectives d'avenir. La crise politique, sécuritaire et économique nuit à la stabilité et à la cohésion sociale du pays. Face à ces défis, les médias sociaux offrent aux jeunes des espaces prometteurs d'information, d'expression et de participation.

En 2017, Regard Jeunesse a encouragé les initiatives de jeunes Nigériens qui cherchaient à se faire entendre et à contribuer au développement de leur pays, en renforçant leurs compétences dans les médias en ligne. Le projet a permis de pallier l'absence d'information consacrée aux problèmes quotidiens rencontrés par la jeunesse. Au delà de la formation, il a facilité la compréhension des causes de la radicalisation ainsi que l'identification de solutions possibles.

Le renforcement des compétences éditoriales et techniques des blogueurs nigériens visait aussi à promouvoir les discours non-violents et à adapter les contenus aux questions prioritaires des jeunes citoyens, en particulier dans les régions de Diffa et Zinder, limitrophes du Nigeria.

« Les jeunes citoyens doivent bénéficier de plus d'écoute et être impliqués dans les instances de décision. Ils méritent une place dans le processus de développement de notre pays pour passer de victimes à acteurs de changement. »

Aïssata, étudiante à Diffa

14 blogs développés, 25 articles publiés

Grâce aux sessions de formation menées d'octobre à décembre 2017, ainsi qu'à un accompagnement à distance, 14 blogs ont été développés et plus de 25 articles ont été publiés en langue française. Les contenus élaborés par les blogueurs ont reflété une plus grande conscience de la situation de la jeunesse nigérienne. Ils ont montré une meilleure compréhension du rôle des médias dans la promotion de la paix. Tout au long du projet, les tables rondes, rencontres et interventions d'experts ont permis aux participants de multiplier l'impact de leurs publications sur les blogs.

« J'ai découvert l'utilité d'un blog pour une meilleure communication. Un blogueur est un éclaireur pour sa communauté et un blog, une arme redoutable pour changer ce monde. »

Bachir, 30 ans, blogueur à Zinder.

Ce projet pilote a constitué le troisième volet d'un projet plus large soutenu par l'ambassade de France au Niger sur financement du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, intitulé « Appui au monitoring et à la production de contenus radiophoniques dans les régions de Zinder et Diffa (dans une perspective de prévention de la radicalisation) ».

NASEEJ

La diversité traitée par les médias du Proche-Orient

Calendrier : Décembre 2016 – Décembre 2017 / **Budget global :** 290 K€

La prise en compte de la diversité constitue aujourd'hui un enjeu politique majeur. Les médias, à travers une information de qualité et professionnelle, jouent un rôle-clé pour favoriser des conditions propices au dialogue.

De février à octobre 2017, le projet Naseej – qui signifie « tissage » en arabe – s'est intéressé à la manière dont les médias traitent les questions religieuses et ethniques, afin de contribuer à maintenir un débat équilibré et réduire les tensions intercommunautaires et interconfessionnelles en Syrie, en Irak et au Liban.

Le projet a débuté par un état des lieux du traitement actuel des questions liées à la diversité dans 33 médias libanais, irakiens et syriens, effectué en collaboration avec la Fondation Adyan. Il s'agissait de recenser les articles et les reportages traitant directement ou indirectement de ce sujet, pour en analyser ensuite les contenus en termes de terminologie, champ lexical, références culturelles ou stéréotypes. Cette étude a servi de base de travail pour trois ateliers, menés avec des journalistes et rédacteurs en chef, en partenariat avec le centre SKeyes du Liban (Fondation Samir Kassir).

A travers ces ateliers, les médias irakiens, syriens et libanais ont été sensibilisés à la question du pluralisme ethnique et religieux de manière personnalisée. En ciblant les rédacteurs en chefs et journalistes influents, l'objectif était d'assurer la prise en compte des recommandations de l'étude dans les futurs contenus éditoriaux de ces médias. Les participants ont d'ailleurs insisté sur l'importance de cette thématique.

« Au quotidien, nous ne pensons pas aux répercussions de notre travail sur la société. L'échange d'expériences est primordial et cette étude nous a permis de nous rendre compte des écueils à éviter si nous ne voulons pas jeter de l'huile sur le feu. »

Montadhar Naser Khadem, rédacteur en chef d'Alaam Al Jadid (Irak)

Un prix pour récompenser les meilleurs articles sur la diversité

Afin de promouvoir la production de contenus, le Prix Naseej a récompensé un article ou un reportage sur la question du pluralisme ethnique et religieux dans les trois pays concernés. Parmi les 45 articles reçus, le premier prix a été décerné à Safaa Khalaf, journaliste irakien en exil à Beyrouth car menacé de mort dans son pays, pour un article sur Mossoul publié dans Assafir Al Arabi. Le second prix a été attribué à la journaliste égyptienne Souad Abo Ghazey pour un article publié dans Akad News, qui s'interroge sur la réinsertion des femmes yézidiennes ex-captives de Daech. Afin d'assurer une large diffusion, les dix meilleurs ont été publiés en arabe, en français et anglais sur le site de CFI et relayés sur les réseaux sociaux.

L'événement de clôture du projet a rassemblé à Beyrouth plus d'une cinquantaine de participants, dont des journalistes ayant candidaté au Prix Naseej. Ces derniers étaient une quinzaine en provenance d'Irak, du Liban, d'Égypte, de Jordanie, de Tunisie ou encore du Maroc. Pendant deux jours, les participants ont échangé, avec leurs confrères et des experts, sur l'influence des conflits régionaux et confessionnels dans les médias et le traitement de la diversité

RELÈVEMENT ET STABILISATION EN RCA

Pour une meilleure cohésion sociale

Calendrier : Mai 2016 – Novembre 2018 / **Budget global :** 700 K€

En République centrafricaine (RCA), dans un contexte politique et sécuritaire toujours très instable, CFI place au cœur de son action le renforcement de la cohésion sociale et du « bien vivre ensemble », à travers le volet médias du projet Relèvement et stabilisation en RCA.

Porté par Expertise France et financé par le fonds fiduciaire Bêkou, avec un cofinancement de l'Union Européenne, ce projet prévoit l'accompagnement de radios des régions de Berberati et de Bria. En 2017, autorités traditionnelles, chefs de quartiers, préfets, maires, associations et radios se sont rassemblés pour échanger sur le thème « Médias, pouvoirs publics et société civile : quels rôles et relations dans le redéploiement des services déconcentrés et le renforcement de la cohésion sociale ? ». Ces rencontres ont été organisées en partenariat avec l'ARC (Association des Radios Communautaires de Centrafrique).

Les actions menées toute l'année auprès des radios ont renforcé les compétences des responsables et des journalistes en management, gestion, techniques journalistiques et réalisation d'émissions, en lien avec les attentes des communautés. Les huit formations menées en 2017 ont bénéficié à 150 journalistes et acteurs locaux, pour plus de 90 jours d'appui au total.

Réalisation d'émissions en synergie et délocalisation d'antennes

Six directeurs de radios se sont mobilisés, à l'issue de leur formation en gestion associative, pour réaliser une émission en synergie sur « le rôle d'une radio dans une communauté ». En parallèle, la radio de Berberati a également délocalisé ses antennes pour une journée spéciale à Wapo, commune située à 8 kms de Berberati. Un débat « hors les murs » s'est tenu sur la place de la mairie, rassemblant toute la communauté. Des chefs coutumiers, un juge d'instruction et des habitants « déplacés » ont, par exemple, été invités à s'exprimer sur « Wapo, un exemple local de cohésion sociale » avec des journalistes comme modérateurs.

« Grâce à cette formation, en particulier lors du débat public à Wapo, la radio est allée au contact des auditeurs, elle est devenue la leur ! »

Constant Dipot, rédacteur en chef de radio Zoukpana

Enfin, un concours du « meilleur magazine sur la cohésion sociale » a été lancé en septembre pour les six radios partenaires, afin d'évaluer les acquis et la façon dont les journalistes abordent le vivre ensemble en RCA, en donnant la parole à divers intervenants (citoyens, autorités locales, experts) et à travers des genres journalistiques mieux maîtrisés.

HIWAR

Réfléchir aux enjeux du journalisme libyen

Calendrier : Janvier 2017 – Juin 2017 / **Budget global :** 250 K€

Dans un climat d'extrême volatilité politique et économique, les médias libyens peinent aujourd'hui à garantir le pluralisme de l'information dans leur pays. De nombreux journalistes ont dû s'exiler pour conserver leur indépendance.

En 2017, Hiwar a proposé à une dizaine d'entre eux quatre ateliers de réflexion sur les enjeux de la déontologie et les risques à cumuler des fonctions journalistiques et politiques dans un contexte de crise. Ces ateliers ont rassemblé à Tunis des journalistes libyens aux profils très variés, pour partager leurs expériences et leurs pratiques. Termes employés, lignes rouges, auto-censure, respect de la déontologie, menaces physiques, relation à l'employeur, indépendance éditoriale... sont autant de sujets que ces journalistes ont analysés à travers le prisme de la crise en Libye. La plupart ont exprimé leur difficulté à bien distinguer leur engagement militant de leur activité de journaliste. Ils ont aussi souligné le défi que constituait le strict respect de l'éthique et de la déontologie dans la Libye d'aujourd'hui, la neutralité en pareil contexte leur paraissant inconcevable.

Deux points d'orgue ont marqué ce projet : la célébration à Tunis de la journée mondiale pour la liberté de la presse le 3 mai, associant des journalistes du Yémen et d'Irak ayant participé au précédent projet ILYM, et une rencontre avec l'ambassadrice de France pour la Libye.

Sécurité numérique et management d'un média

L'évaluation de ces quatre sessions a permis de concevoir deux ateliers spécifiques, selon les besoins prioritaires exprimés par les participants : la sécurité numérique des correspondants locaux et la gestion d'un média. Ces deux derniers ateliers se sont tenus à Tripoli et à Tunis. Il s'agissait de fournir aux participants les outils nécessaires pour évaluer les risques numériques, sécuriser les communications et les données sur l'internet, ainsi que les conversations instantanées et les réseaux sociaux, tout en intégrant les notions de confidentialité et d'authentification. Quant à la session sur le management, il s'agissait d'étudier des modèles d'organisation des médias adaptés à la gestion exécutive et éditoriale dans des conditions de crise, et de mieux organiser et gérer l'information et la programmation.

A l'issue du projet, dix contributions ont été produites par les participants et publiées dans un recueil de témoignages intitulé « Moi, journaliste libyen », en arabe, en français et en anglais, et diffusées sur le site de CFI et les réseaux sociaux. Une démarche d'enracinement de l'éthique et de la déontologie a aussi été initiée au sein des rédactions ciblées, pour mieux informer en temps de guerre. Enfin, les journalistes ont constitué une base lexicographique commune des expressions à utiliser pour contourner les interdits politiques, implicites ou explicites, et pour éviter les mots jugés offensants, ceci afin d'éliminer les discours de haine et éviter le recours à des terminologies clivantes.

« Nous avons mis l'accent sur la culture du dialogue, l'éducation à la diversité, le respect de l'opinion d'autrui. J'ai particulièrement apprécié les échanges autour des notions de champs lexicaux, de délimitation du contexte et autour de deux nouveaux concepts : fake-news et post-vérités. »

Rizk, journaliste libyen et participant au projet Hiwar

EBTICAR

Phase d'évaluation après deux ans de renforcement des médias en ligne dans le monde arabe

Calendrier : Janvier 2014 – Décembre 2016 / **Budget global :** 2,323 M€

CFI est engagé dans un processus d'amélioration continue de ses pratiques. Afin de vérifier l'impact, l'efficacité, l'efficience et les résultats des projets mis en œuvre, plusieurs évaluations de projets sont confiées chaque année à des organismes externes. Ainsi, en 2017, CFI a chargé le cabinet Transtec de réaliser l'évaluation finale du projet EBTICAR.

Son objectif principal était d'analyser dans quelle mesure ce programme régional, mis en œuvre dans les pays du sud de la Méditerranée, a permis l'intégration des médias en ligne dans leur environnement socio-professionnel, notamment vis-à-vis des quatre résultats attendus. Elle a également cherché à mesurer si CFI a répondu aux attentes d'EBTICAR et de quelle façon sa gestion et celle de ses partenaires a contribué à atteindre les résultats escomptés.

Cette évaluation a confirmé la pertinence de la logique d'intervention de CFI et de ses partenaires, car les acteurs des médias numériques ont été mis au centre du processus, en tenant compte de la diversité de leurs profils, de leurs besoins et de la nature des projets.

350 journalistes formés, 250 articles publiés

Les évaluateurs ont jugé que le projet EBTICAR a atteint un niveau d'efficacité très satisfaisant, puisqu'il a réussi à former et à mobiliser 350 journalistes, y compris des journalistes citoyens. Plus de 25 collaborations ont été initiées entre les bénéficiaires. Des partenariats se sont créés avec Babelmed et d'autres médias traditionnels et organisations de la société civile. Babelmed a publié 250 articles et 5 dossiers thématiques ont été réalisés conjointement par les bénéficiaires.

Bien que la plupart des projets sélectionnés étaient des projets en ligne à portée nationale, EBTICAR s'est révélé efficace pour surmonter les frontières géographiques, en stimulant les collaborations transnationales et multi-sectorielles, notamment en sollicitant des collaborations entre médias sociaux et médias d'information. La qualité d'EBTICAR a été dûment reconnue et 11 récompenses internationales ont été décernées aux bénéficiaires.

Excellente gestion technique, administrative et financière

En outre, l'analyse des facteurs d'efficience par les évaluateurs a démontré l'excellente gestion technique, administrative et financière de CFI et ses partenaires. Compte tenu du nombre d'activités réalisées par rapport aux dépenses de personnel, la mission d'évaluation considère que la relation coût-bénéfice est positive.

Enfin, en termes de durabilité, l'évaluation souligne que toutes les organisations bénéficiaires sont toujours actives et continuent à se développer. De nouvelles plateformes ont été créées par les bénéficiaires eux-mêmes. EBTICAR est devenu une référence et a attiré le financement d'autres donateurs tels que la région PACA dans le sud de la France.

Parmi les autres projets ayant fait l'objet d'une évaluation externe en 2017, on peut citer Faso Médias et Images d'Afrique Formation.

4M ASIE

Participer à l'émergence de médias indépendants en Asie du Sud-Est

Calendrier : Septembre 2014 – Avril 2018 / **Budget global** : 960 K€

Tout au long de l'année 2017, 4M Asie a contribué au développement de douze projets de datajournalisme ainsi qu'au renforcement de trente médias communautaires d'Asie du Sud-Est.

A l'issue d'un appel à candidatures lancé en février, douze projets de datajournalisme de médias indépendants de sept pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Vietnam) ont été sélectionnés. Les équipes ont renforcé leurs compétences lors de trois sessions de formation, à Phnom Penh en mai, à Kuala Lumpur en juillet et à Manille en octobre 2017. Lors du premier atelier, les participants ont appris les bases du data journalisme, les méthodes éditoriales associées ainsi que les moyens de trouver, d'analyser et d'interpréter les données. La seconde session les a formés à la visualisation des données. Enfin, ils ont appris comment présenter, monétiser, organiser, coordonner et finaliser un projet de data journalisme.

A l'issue de ce dernier atelier, les équipes ont produit les documents nécessaires à la finalisation et à la publication de leur enquête en 2018, tels que le pitch final, le plan budgétaire, la stratégie d'interaction avec leurs communautés ou encore une étude d'impacts.

« Passer du papier au numérique et de la presse quotidienne au journalisme d'investigation est complexe pour des médias comme les nôtres, qui n'avons pas forcément les outils adéquats. Grâce à cette formation, nous sommes plus confiants dans notre capacité à nous adapter à ces nouveaux challenges, à apprendre de nouvelles façons de raconter des histoires et à avoir de l'impact sur nos communautés. »

Marlon Alexander Luistro, rédacteur en chef The Filipino Connection

Outils innovants et collectivisation des ressources

En 2017, 4M Asie a aussi soutenu le développement de médias en ligne spécialisés dans l'information locale et communautaire. Trente représentants de sites web, de blogs ou de radios en Asie du Sud-Est ont participé en mai à une formation sur les outils journalistiques innovants et la création d'un réseau de médias communautaires dans la région. Ils ont échangé sur les enjeux et défis des médias participatifs en Asie du Sud-Est lors d'une conférence à Bangkok en juillet, en abordant des sujets consacrés aux modèles économiques, au pluralisme de l'information, ou encore le data journalisme et les fake news. Puis ils ont été formés lors d'ateliers d'une semaine, selon leur spécialisation (radio, web ou blog), à des outils innovants et à la collecte des ressources.

Fin 2017, les membres de l'AJI (Association des Journalistes Indépendants), ainsi que les douze rédacteurs en chef des médias communautaires contributeurs d'Independen.id ont dressé le bilan de la première année d'existence de ce site agrégateur d'informations locales indonésien, lancé en 2016 par l'AJI avec l'aide de CFI. Ils ont aussi été sensibilisés à la compilation de bonnes pratiques journalistiques sur le web ; un guide, sur le modèle de celui du SPIIL (Syndicat français de la presse indépendante d'information en ligne) a été rédigé, avant d'être adopté par les membres de l'AJI.

RENFORCER LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS

En 2017, l'action de CFI auprès des professionnels des médias s'est poursuivie dans trois directions : un renforcement des structures locales de formation initiale, un accompagnement de projets de jeunes citoyens (SafirLab dans le monde arabe et Connexions citoyennes en Afrique) et un appui à la professionnalisation de la filière de production audiovisuelle en Afrique francophone.

APPUI AUX MÉDIAS JORDANIENS

Nouveaux cursus universitaires, nouvelles pratiques journalistiques

Calendrier : Mars 2016 - Juin 2017 / **Budget global :** 640 K€

En 2016, le bureau de l'UNESCO en Jordanie a confié à CFI la mise en œuvre d'un volet du programme d'aide aux médias financé par l'Union Européenne. Ce projet, orienté vers la formation initiale au sein des universités et la formation continue dans le domaine du numérique, a pris fin en juin 2017.

Sur le plan de la formation initiale, l'université de Yarmouk à Irbid et la « Middle East University » (MEU) à Amman ont bénéficié d'un appui pour adapter leurs cursus de journalisme aux évolutions du métier de journaliste et aux nouveaux besoins des médias. Depuis la rentrée 2017-2018, elles ont intégré à leurs cursus quatre nouveaux cours : législation, éthique, journalisme en ligne, investigation radio et télévisuelle. Elles se sont également engagées à augmenter le temps d'étude consacré à la pratique, à mettre en place des ateliers en groupes de quinze étudiants et à recourir plus souvent à des intervenants professionnels extérieurs.

Deux sessions de formation de formateurs ont été organisées en janvier 2017, afin de favoriser l'appropriation des nouvelles matières par les professeurs de Yarmouk et de MEU. Seize professeurs ont été formés à l'enseignement du journalisme en ligne et à l'investigation. Ce projet a ainsi abouti à des changements très importants dans le cursus du journalisme des deux universités partenaires. Leurs cadres dirigeants ont particulièrement apprécié l'approche partenariale adoptée par CFI et son partenaire l'ESJ (Ecole Supérieure de Journalisme) consistant avant tout en un échange d'idées et de pratiques.

Priorité au numérique

Concernant la formation continue, CFI et l'ESJ Pro de Montpellier ont monté six sessions d'une semaine à Amman, Irbid et Aqaba, de février à avril 2017, en se basant sur les résultats d'une étude consacrée aux besoins en formation des journalistes jordaniens, menée par le Jordan Media Institute en 2016.

Dispensées par des journalistes jordaniens et tunisiens, elles ont abordé quatre thématiques : le journalisme de données, le traitement et la visualisation de l'information, la production de contenus multimédia et de contenus interactifs, les réseaux sociaux, ainsi que la protection des sources et des communications en ligne. En parallèle, quatre masterclass ont été proposées à des cadres et dirigeants de médias, sur les thèmes suivants : l'organisation d'une rédaction 360° ; les modèles économiques innovants et durables ; la gestion du changement et des mesures d'audience.

Au total, 114 journalistes (dont 35% de femmes) et 40 cadres (dont 35% de femmes) ont suivi ces sessions. L'évaluation réalisée auprès des participants a révélé que plus de 70% d'entre eux étaient très satisfaits. Certains cadres ont émis le souhait de bénéficier à l'avenir de nouvelles formations dans le domaine du numérique et du multimédia.

« Nous avons appliqué une approche globale visant les universités, les étudiants et les journalistes en activité. Nous espérons qu'à l'issue de ce projet, les enseignants et les journalistes professionnels seront en mesure de mettre en œuvre les compétences développées lors de la formation pour apporter une réelle différence. »

Louis Meunier, coordinateur du projet pour CFI

CONNEXIONS CITOYENNES

Développement de projets numériques d'action citoyenne

Calendrier : Septembre 2016 - Juin 2017 / **Budget global :** 500 K€

L'exigence croissante d'un contrôle citoyen de l'action publique et l'explosion des médias en ligne constituent une opportunité sans précédent pour les jeunes Africains engagés qui innovent dans ce domaine. Ces acteurs du changement manquent encore de temps, de moyens et de compétences pour pérenniser leurs actions.

Durant une année, Connexions citoyennes a accompagné quinze jeunes porteurs de projets citoyens et numériques d'Afrique francophone – journalistes, responsables associatifs ou entrepreneurs sociaux – sélectionnés après un appel à candidatures. Un ambitieux dispositif pédagogique mobilisant une quarantaine d'intervenants français et africains, a été expérimenté avec succès : suivi de projet à distance, découverte de site d'expérimentation urbaine, bar camps d'accélération de projet, projets collectifs immersifs sous forme de brousse camps qui ont conduit les participants dans des zones rurales et non connectée en France, au Sénégal et au Bénin.

Cette édition « pilote » a aidé les participants à concevoir et développer des projets innovants et diversifiés, comme une plateforme d'interpellation et d'échange avec les élus (au Mali), une application de géolocalisation des infrastructures publiques défectueuses (au Togo) ou encore une bibliothèque en ligne des textes de lois et documents administratifs (au Bénin).

Fédérer une communauté de jeunes leaders

Plus généralement, les participants ont renforcé leurs compétences techniques en gestion de projet à dimension citoyenne et numérique. Ils sont plus aptes à définir des objectifs, à élaborer un plan d'action et de financement, à médiatiser leurs actions et à en évaluer l'impact. Plus crédibles et plus solides, les bénéficiaires sont mieux à même de bâtir des projets viables et de susciter l'intérêt des bailleurs et des investisseurs pour faire aboutir leurs initiatives. Depuis la fin du projet, certains affirment être mieux identifiés et plus sollicités par les acteurs du secteur.

Connexions citoyennes a également fédéré les participants au sein d'une communauté de jeunes leaders aux valeurs et pratiques communes, assurant des collaborations et des échanges à long terme. Les brousse camps au Sénégal et au Bénin, qui ont conduit les participants en zone rurale pour trouver collectivement des solutions concrètes aux problèmes des communautés villageoises, ont renforcé cette dynamique de groupe.

Le projet profite indirectement aux organisations de la société civile, qui bénéficient des talents et savoir-faire acquis par les participants, ainsi qu'aux médias et aux populations, qui trouvent de nouvelles sources d'information fiables et pertinentes sur la gestion publique. Les administrations publiques, quant à elles, peuvent prendre appui sur les dynamiques lancées par les porteurs de projets.

« Chaque phase de formation m'a permis de remettre mes plans en perspective et de les améliorer. Les mentors et les entrepreneurs locaux mobilisés m'ont aidé à déceler les lacunes de mon projet et à trouver des solutions. Par exemple, pour rendre l'application accessible aux populations rurales non connectées ou aux personnes analphabètes du pays. »

Tidiani Togola, initiateur de l'application MonElu

ÉCRIRE ET PRODUIRE EN AFRIQUE

Un soutien à la création de séries africaines

Calendrier : Septembre 2015 – Décembre 2017 / **Budget global :** 360 K€

En 2017, CFI a poursuivi son appui à la fiction et à la création africaine à travers plusieurs projets de séries, de la conception du scénario à la réalisation des épisodes.

« Talents de scripts »

A l'issue du concours « Talents de scripts », onze scénaristes avaient été choisis sur près de 130 candidatures. Parmi eux, deux des auteurs ont été retenus après les différents ateliers d'écriture pour le lissage final des textes d'une série intitulée « Sakho et Mangane », qui aborde des questions de société ou d'actualité en Afrique. Le tournage des deux premiers épisodes a débuté en 2017 à Dakar (Sénégal).

« Réalise-toi »

Les participants de « Réalise-toi » ont été formés à Dakar à la réalisation technique de séries télévisées, grâce au savoir-faire du réalisateur et scénariste français Charli Beleteau. A l'issue de cette formation, une première sélection a mis en avant six réalisateurs, qui se sont vu confier la réalisation de trois épisodes de la série « C'est la vie ». Trois d'entre eux ont tourné la dernière saison. Cette série a été diffusée depuis 2015 dans une grande majorité de pays d'Afrique sub-saharienne, avec plus de 100 millions de téléspectateurs potentiels pour plus de 1000 heures d'antenne.

« Ce qui m'a le plus attirée dans cette série, c'est qu'elle parle des femmes. Le tournage m'a fait gagner en expérience et j'ai vraiment adoré participer à cette aventure ! »

Lucrèce d'Almeida, actrice de « C'est la vie »

« Popenguine »

Six jeunes scénaristes sénégalais, dont un issu de la promotion de « Talents de Scripts », ont été formés pour développer des personnages, intrigues, scénarios et arches narratives, selon la méthode Sabido, pour créer l'histoire d'une bande de jeunes africains confrontés aux difficultés de leur époque (accès à l'emploi, sexualité, drogue, radicalisation...). Ils sont maintenant engagés dans l'écriture des scénarios. La mise en production de la série est prévue en 2018 pour une diffusion sur TV5 Monde.

« Talents de femmes »

En mai 2017, CFI s'est associé à la maison de production Keewu pour lancer « Talents de femmes ». Ce projet consiste à accompagner des femmes écrivains ou journalistes africaines expérimentées, ayant déjà été publiées, dans la maîtrise des techniques d'écriture de scénarios. Les trois participantes, sélectionnées parmi 253 candidatures reçues, viennent du Sénégal, du Bénin et de Côte d'Ivoire. Sur les quatre ateliers d'écriture prévus, trois se sont déjà tenus entre juillet et décembre 2017, au Sénégal et à Bissau.

« Invisibles »

Pour la série « Invisibles », produite par la société de production ivoirienne TSK Production, trois ateliers de script doctoring, destinés à des auteurs, des assistants de réalisation et de jeunes acteurs amateurs, ont été organisés en 2017. Le tournage de la série s'est déroulé à Abidjan (Côte d'Ivoire). Canal+ envisage une diffusion en septembre 2018.

« Bruits de tambours »

Cinq scénaristes ont été sélectionnés dans la base de données de CFI, enrichie par les appels à candidatures lancés depuis deux ans sur la plateforme d'appels à candidatures. La série « Bruits de tambour », écrite en 2017, porte sur une thématique « gouvernance » et « genre », comme la participation des femmes à la vie citoyenne. Elle sera tournée fin 2018 dans la région de Saint-Louis du Sénégal, avec un financement de l'AFD (Agence Française de Développement).



*Deux scénaristes de
Talents de script*

SAFIRLAB

Accompagnement de jeunes porteurs de projets dans le monde arabe

Calendrier : Juin 2016 – Juin 2018 / **Budget global** : 280 K€

De plus en plus de jeunes dans le monde arabe s'investissent pour développer leurs sociétés, améliorer leur quotidien ou favoriser la liberté d'expression. Ce sont ces porteurs de projets d'innovation sociale, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, que SafirLab, co-réalisé avec l'Institut français, accompagne depuis cinq ans.

En 2017, pour sa sixième édition, 25 participants en provenance de neuf pays du monde arabe (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Territoires palestiniens, Tunisie, Yémen) ont été sélectionnés pour bénéficier d'une formation intensive à Paris. Âgés de 20 à 30 ans, ils sont à l'origine d'initiatives porteuses d'espoir, avec la volonté de contribuer à la construction d'un avenir prometteur pour leurs pays. Ces jeunes s'investissent au quotidien pour développer leurs sociétés ou favoriser la liberté d'expression, par exemple avec la création d'un blog d'investigation destiné à lutter contre les fausses informations qui circulent sur l'internet, ou encore grâce au développement d'une plateforme pour les femmes palestiniennes victimes de violence ou d'inégalités.

« Mon projet est de créer une plateforme consacrée à l'éducation aux médias, afin de contribuer à créer une nouvelle génération algérienne expérimentée dans le secteur du numérique. J'ai été très enthousiaste de participer à SafirLab car c'était une opportunité excellente pour rencontrer des professionnels dans le domaine du numérique »

Ferial (MDLT Platform – Algérie)

Tutorats personnalisés à distance

Ces jeunes citoyens sont venus à Paris à l'automne pour participer à une session d'une semaine, alternant ateliers de renforcement de compétences (business plan, pitching, communication sur les réseaux sociaux), diagnostic et accompagnements personnalisés des projets, et rencontres professionnelles ajustées au profil de chaque participant. Des rencontres avec des personnalités stimulantes, destinées à nourrir leurs réflexions et leurs réseaux, ont aussi été organisées.

Pour cette édition 2017, le programme a évolué et offre un allongement du suivi des projets : les participants sont désormais accompagnés à distance durant plusieurs mois par des organisations de la société civile, des acteurs de l'économie sociale et solidaire et des nouveaux médias. Le principe de cette nouvelle approche repose sur la constitution, autour des deux initiateurs du projet – CFI et l'Institut français – d'un consortium de partenaires tels que Bond'innov, le Groupe SOS, MakeSense, Mediapart, la Netscouade ou OuiShare.

MOBILISER LES MÉDIAS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux du développement par les médias des pays du Sud constitue l'un des piliers de l'action de CFI. Pour suivre dans la durée la mise en œuvre des politiques de développement, les médias ont un rôle essentiel à jouer dans le contrôle citoyen de l'action publique, comme l'illustrent les projets Dialogues citoyens et Open Data Médias 2 en Afrique.

DIALOGUES CITOYENS

Des médias et OSC engagés dans le contrôle de l'action publique

Burkina Faso :

Calendrier : Janvier 2017 – Décembre 2018

Budget global : 1,2 M€

Guinée :

Calendrier : Juin 2017 – Juin 2018

Budget global : 245 K€

Dans de nombreux pays africains, la société civile affiche son désir de participer activement à la vie publique. Dialogues citoyens accompagne ces aspirations à travers une aide spécifique aux médias, notamment au Burkina Faso et en Guinée.

Au lendemain d'élections historiques au Burkina Faso, les attentes de la société à l'égard du nouveau régime sont immenses. Dialogues citoyens, mené en partenariat avec l'UNALFA (Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso), a fait écho à ce constat et a appuyé les médias pour relayer les aspirations citoyennes à l'égard du politique et en favorisant une collaboration « vertueuse » entre médias, organisations de la société civile et élus. C'est dans ce contexte qu'a démarré le projet en 2017, en invitant ces différents acteurs à s'asseoir autour d'une même table pour échanger sur des questions d'intérêt général et clarifier les rôles de chacun, tant au niveau local qu'au niveau national.

Une quinzaine de journalistes des localités de Bobo-Dioulasso et de Fada N'Gourma ont été formés à la réalisation d'émissions de concertation citoyenne en public. Une cinquantaine ont également renforcé leurs compétences dans le domaine de l'interview politique, tandis qu'une vingtaine de journalistes de différents médias (radio, presse écrite et en ligne, télévision) se sont initiés à l'enquête, sur des sujets d'intérêt public, et à l'utilisation des données ouvertes.

Le moteur de recherche GAF (Gouvernance Accès Facile), mis en ligne dans le cadre du projet, permet ainsi de suivre l'actualité des conseils des ministres et de veiller à la bonne gestion des affaires, en proposant, comme base de données, l'ensemble des délibérations des conseils de ministres et des attributions des marchés publics.

« Après avoir apporté notre contribution en tant que médias au processus électoral, il est normal que nous relayons les attentes de nos auditeurs auprès de l'exécutif local, pour favoriser le contrôle citoyen de l'action publique. J'ai beaucoup apprécié le travail d'équipe entre journalistes, élus locaux et OSC, dans un esprit d'harmonie citoyenne ! »

Raymond Salif ZIDA, journaliste à Savane FM (Bobo-Dioulasso)

Un outil fort de renforcement de la démocratie

En Guinée, Dialogues citoyens a été mené en partenariat avec Aide et Action, à travers le PROJEG (Programme concerté de renforcement des capacités des organisations de la société civile et de la jeunesse guinéennes). Dans ce pays encore régulièrement confronté à des cas de mauvaise gouvernance (passations douteuses de marchés, détournements de deniers publics, par exemple), le contrôle citoyen apparaît comme un outil fort de renforcement de la démocratie à travers l'action concertée des médias et des organisations de la société civile. En 2017, treize binômes, journalistes et membre d'une OSC, ont été accompagnés dans la réalisation d'enquêtes de contrôle citoyen de l'action publique et la mise en œuvre d'une stratégie de communication autour du résultat de ces enquêtes (plan média, livre blanc...).

QUDRA

Production et distribution d'info service pour les réfugiés syriens

Calendrier : Juin 2016 – Juin 2019 / **Budget global** : 2,9 M€

En 2016, CFI s'est vu confier le volet média du projet Qudra – programme mené par Expertise France et majoritairement financé par l'Union Européenne – qui assure la collecte et la diffusion des informations utiles pour la vie quotidienne des réfugiés syriens de Turquie, de Jordanie et du Liban.

En 2017, une étude incluant plus d'un millier d'interviews dans les trois pays a permis de construire une stratégie de production et de diffusion des informations. Les résultats montraient que les besoins dans ce domaine étaient essentiels pour les réfugiés syriens, qui font des choix décisifs souvent sans connaître la réglementation de leur pays d'accueil, mais aussi pour les communautés hôtes, ignorant parfois qu'elles peuvent bénéficier de programmes de soutien. De nombreuses informations contradictoires et rumeurs circulaient, créant de la confusion et, le plus souvent, une grande méfiance. Cette situation a régulièrement généré des tensions entre réfugiés, ou entre réfugiés et communautés locales.

Utiliser la télévision et les réseaux sociaux

L'étude a également relevé que la totalité des personnes interrogées possédaient un téléphone portable, qu'elles utilisaient dans la moitié des cas pour accéder à l'internet. En complément 92% des réfugiés et des populations hôtes possédaient aussi une télévision alors que la radio n'était presque pas écoutée.

Fort de ce constat, CFI a adopté une approche centrée sur la vidéo, avec la production de formats courts de 90 secondes adaptés à une diffusion télévisée et aux réseaux sociaux. Les réfugiés syriens et les communautés hôtes ont été impliqués à chaque étape de la réalisation des vidéos pour renforcer le sentiment d'identification auprès de l'audience ciblée.

Grâce à un partage des vidéos sur les réseaux sociaux (Facebook, Whatsapp, Instagram et Twitter), à une diffusion par des médias jordaniens, notamment à la télévision, et à un relai en présentiel au sein de centres communautaires ou lors de groupes de discussion à partir de l'année 2018, des dizaines de milliers de réfugiés bénéficieront d'informations fiables et de qualité grâce au projet Qudra.

OPEN DATA MÉDIAS 2

Soutien à l'émergence d'un réseau de dataactivistes africains

Calendrier : Juillet 2017 – Décembre 2018 / **Budget global :** 600 K€

Malgré des avancées récentes, les journalistes d'Afrique francophone manquent encore de compétences pour faire des données ouvertes un outil clef de la redevabilité et du contrôle citoyen de l'action publique dans leurs pays.

Open Data Medias 2 a accompagné la structuration d'un réseau autonome d'activistes des données ouvertes, issus de douze pays africains. Il s'est fondé essentiellement sur le réseau de journalistes et responsables d'organisations de la société civile d'Afrique francophone déjà formés aux bases techniques et aux enjeux des données ouvertes dans le cadre d'Open Data Médias 1 et qui ont initié des démarches de promotion et développement de l'open data dans leurs pays à la suite du Sommet PGO (Partenariat Pour un Gouvernement Ouvert) de Paris en 2016. Des participants du Sahel (Niger, Mali et Mauritanie) sont venus compléter ce groupe et ont bénéficié d'une session de mise à niveau.

Au cours des deux formations menées en 2017, les participants ont approfondi leurs compétences techniques sur la collecte, la diffusion et la promotion de données ouvertes. Grâce à l'appropriation de nouveaux outils, ils sont désormais capables d'exercer une approche critique des données et d'échanger sur des sujets sensibles en s'assurant de la sécurisation de la transmission des fichiers. Ils sont également en mesure d'extraire des données en grande quantité et d'alimenter l'Open Data Index (indicateur qui liste des pays selon l'ouverture de leurs données publiques) pour leur propre pays. Enfin, ils ont initié des projets de mise en ligne d'une base de données liée aux politiques publiques dans leurs pays d'origine.

Créer un pôle d'expertise de l'open data en Afrique

A terme, le réseau de ces « dataactivistes » constituera un pôle d'expertise en matière d'utilisation et de plaidoyer pour l'open data, à l'usage des médias, des organisations internationales et locales de défense de la transparence démocratique ou des populations. Ils seront également en capacité de soutenir l'intégration de leurs pays aux conventions et conférences impliquant les données ouvertes et constitueront des relais de diffusion privilégiés pour les organismes de recherche et de publication des données.

L'accompagnement d'une vingtaine de pionniers de l'open data à des fins d'enquête ou de plaidoyer constitue un premier pas vers un questionnement plus efficace par la société civile sur les grands enjeux politiques, économiques, sanitaires et environnementaux. En formant une avant-garde sur la question des données ouvertes, Open Data Médias 2 a créé les conditions d'un dialogue constructif entre les citoyens et les autorités.

« J'ai pu découvrir la puissance des données dans la pratique du journalisme d'investigation, pour rendre les sujets d'enquête plus crédibles. Désormais, je me suis approprié mon ordinateur comme outil de travail complet et efficace. »

Gaston Sawadogo, bénéficiaire d'Open Data Médias 2

CONSOLIDER LES MODÈLES ÉCONOMIQUES

En 2017, CFI a maintenu son soutien aux médias traditionnels pour renforcer leur présence sur le web et les réseaux sociaux, notamment au Proche-Orient et en Afrique. Son action s'est aussi orientée vers de nouveaux acteurs de l'information, les *pure players*, pour les accompagner dans la structuration de leurs modèles économiques et éditoriaux.

ORIENT NUMÉRIQUE

De nouvelles stratégies pour les médias francophones libanais

Calendrier : Septembre 2016 - Août 2018 / **Budget global :** 440 K€

Face à l'essor des médias en ligne et aux évolutions des modes de consommation de l'information, s'ouvrir à l'ère numérique est devenu un enjeu vital pour la presse francophone libanaise. En 2017, CFI a accompagné le quotidien L'Orient-Le Jour et l'hebdomadaire pour la jeunesse Kel Yom dans leur adaptation au numérique.

Pour L'Orient-Le Jour, le plus ancien média francophone du Liban, les équipes ont travaillé sur plusieurs axes. En premier lieu, elles ont redéfini l'offre éditoriale papier pour redéployer des ressources humaines sur l'offre numérique. Puis elles ont amélioré l'accès aux contenus payants. Enfin, le journal a cherché à développer la relation avec les lecteurs abonnés et les futurs abonnés, notamment à travers une stratégie d'utilisation des réseaux sociaux.

Grâce à la mobilisation d'une cinquantaine de collaborateurs (dirigeants, journalistes, équipe du marketing et de la communication), dont 80% de femmes, des résultats significatifs sont apparus avant même les derniers mois de mise en œuvre du projet : stabilisation de la baisse du chiffre d'affaires, hausse de 3% des abonnements papier, augmentation de 16% des abonnements numériques, augmentation de 40% du trafic sur le site du Commerce du Levant (l'offre éditoriale économique du groupe de presse)... En outre, le quotidien a vu le nombre de ses abonnés sur les réseaux sociaux augmenter (+111% sur Facebook, +38% sur Twitter et +60% sur Instagram). De nouvelles applications favorisant l'accès à l'offre ont été lancées, ainsi que de nouveaux outils pour mieux connaître le lectorat, assurant un gain de productivité aux équipes marketing.

« Notre priorité, c'est d'accroître les ressources financières en assurant la transition numérique des revenus. »

Michel Hélou, directeur exécutif du groupe de presse L'Orient-Le Jour

Prévenir les discours de haine

L'hebdomadaire libanais Kel Yom a rejoint le projet Orient Numérique fin 2017, pour développer son site web en français et en arabe. Destiné aux enfants de 8 à 12 ans, Kel Yom est la déclinaison, adaptée pour le monde arabe, du Petit quotidien (lancé en France en 1998 pour les 6-10 ans). Chaque semaine, ce journal leur donne des clés pour suivre, comprendre et analyser l'actualité.

Pour s'adapter aux nouvelles habitudes de consommation des pré-adolescents, les quatre collaboratrices permanentes ont été accompagnées dans la transition numérique du jeune média, à travers la définition du projet éditorial en langue arabe et en français et le lancement d'un site en ligne.

« Notre objectif, c'est de permettre aux pré-adolescents de comprendre l'actualité, afin de les prémunir de la désinformation et des discours de haine. »

Hala Bejjani et Lamia Rassi, fondatrices de Kel Yom

NAILA

Soutenir les Nouveaux Acteurs de l'Information en Ligne Africains

Calendrier : Septembre 2017 – Février 2019 / **Budget global** : 650 K€

L'internet a redéfini en profondeur les conditions de production, de traitement de l'information et, au-delà, les méthodes de travail journalistique des rédactions. Si la majorité des grands médias traditionnels ont pris le virage de l'innovation et ont adapté leur offre de contenu d'actualité en ligne, d'autres acteurs exclusivement numériques, les *pure players*, ont fait leur place au sein de l'espace médiatique ouest-africain.

Le projet Naila a accompagné onze *pure players* d'Afrique francophone, sélectionnés sur appel à candidatures, dans la structuration de leurs modèles économique et éditorial, en phase avec les enjeux professionnels et commerciaux de l'offre de contenus sur l'internet. Il a aussi appuyé le développement d'innovations au sein des rédactions, afin d'offrir de nouvelles modalités de construction de l'information.

Diversifier l'offre de contenus

Lancé en septembre 2017 lors d'un séminaire à Dakar (Sénégal) Naila a réuni trente jeunes rédacteurs en chef et journalistes, dont un tiers de femmes avec des experts en médias numériques venus d'Afrique et d'Europe. Quelques semaines plus tard, un atelier a été consacré à la compréhension du marché, de l'environnement concurrentiel et des besoins des utilisateurs. Ces nouveaux acteurs de l'information en ligne ont aussi imaginé et développé de nouvelles rubriques pour diversifier leur offre de contenus et intéresser des annonceurs spécifiques. Le projet s'est poursuivi par un renforcement à l'écriture pour le web. L'accent a également été mis sur les techniques de reportage et d'investigation par hypothèse, afin d'encourager les médias à produire des enquêtes sur des sujets transversaux, développés en synergie.

« Face aux difficultés que nous rencontrons, le projet Naila nous aide à réfléchir à nos lignes éditoriales, aux initiatives innovantes que nous sommes capables de mettre en place, aux contenus que nous proposons et aux nouveaux concepts émergents, comme le journalisme de solution. Ces dix-huit mois d'accompagnement nous donneront très certainement une assise supplémentaire pour développer davantage de projets au sein de nos rédactions. »

Anderson Diedri, journaliste à E Burnie Today (Côte d'Ivoire)

MÉDIAS 360°

Favoriser les synergies entre les médias et les réseaux sociaux en Afrique francophone

Calendrier : Juillet 2017 - Septembre 2018 / **Budget global :** 600 K€

Les médias traditionnels africains sont aujourd'hui confrontés à une migration de leurs audiences, en particulier des plus jeunes, vers l'internet et les réseaux sociaux. Face à cette réalité, ils doivent rapidement diversifier leurs stratégies numériques pour offrir plus d'interactivité avec leurs publics et, éventuellement, de nouvelles sources de monétisation.

Médias 360° soutient durant 18 mois des médias africains – du Cameroun, du Congo, du Bénin, du Burkina Faso, de Madagascar, de Mauritanie, du Niger et de RDC –, dans le développement de nouvelles stratégies éditoriales sur les réseaux sociaux. En 2017 les rédactions ont été accompagnées dans la prise en mains de ces nouveaux outils et à l'adaptation des contenus aux plateformes web sociales. En complément des séminaires, CFI a assuré un suivi à distance sur Facebook avec les journalistes bénéficiaires.

Stratégies de transition numérique

Après le premier séminaire de sensibilisation, qui s'est tenu en octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire), chacun des trente responsables de médias sélectionnés a présenté une stratégie de transition numérique. Sur la base de ce travail, des journalistes de quinze médias ont été retenus pour un accompagnement continu jusqu'en 2018. Afin d'assurer la mise en œuvre des nouvelles stratégies, deux journalistes en charge des réseaux sociaux de chaque rédaction ont été formés pour adapter les contenus du média d'origine, en produire de nouveaux et assurer l'interactivité avec les internautes sur les réseaux sociaux. L'accent a été mis sur les enjeux particuliers de ces applications, notamment les techniques de vérification des sources pour lutter contre les fake news, l'utilisation de visuels et de vidéos pour attirer l'attention des lecteurs, et l'interactivité avec des émissions en direct. La première formation des quinze journalistes s'est tenue en décembre à Dakar.

« Cette formation m'a apporté de nouvelles connaissances et de nouvelles habitudes. Je sais gérer un calendrier éditorial et créer plus facilement des visuels pour les réseaux sociaux. »

Nazaire Kiouari, journaliste à Radio Mucodec

PERSPECTIVES 2018



HIWAR TOUNSI

Mise à disposition des journalistes, des médias et des citoyens, des données et outils de décryptage de la vie politique locale, afin de contribuer à la compréhension du processus électoral en Tunisie.

TASALAH

Soutien aux médias dans leur rôle de promotion de la cohésion sociale en Irak, à travers des ateliers de formation pour formateurs et journalistes sur différentes thématiques (couverture des élections, conduite de débats, protection des données...) et la production de reportages et de contenus médiatiques.

D-JIL

Accompagnement de jeunes citoyens de neuf pays du monde arabe pour créer et produire des contenus numériques destinés aux nouvelles générations.

UKRAINE

Renforcement des capacités des médias ukrainiens à diffuser une information de qualité sur la réforme de la justice en cours.



YMER

Organisation de formations axées sur la production d'informations à but humanitaire et l'utilisation des nouveaux médias d'information pour des journalistes yéménites.

PAGOF (Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones)

Dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, appui aux médias et à la société civile tunisienne, ivoirienne et burkinabé dans leur capacité à relayer l'information, exercer leur rôle dans le suivi des engagements nationaux et animer le débat public sur les initiatives de gouvernance ouverte.

CONNEXIONS CITOYENNES 2

Raffermir la participation citoyenne dans les démocraties africaines francophones et faire de la jeunesse des acteurs de changements en accompagnant l'émergence de projets innovants et citoyens portés par de jeunes entrepreneurs sociaux et en structurant la communauté de pratiques et de valeurs que constitue la Civic-Tec.

HAÏTI

Appui au désenclavement de la province en matière de traitement et diffusion de l'information locale pour mieux prendre en compte les préoccupations prioritaires des populations haïtiennes et renforcement du rôle des médias haïtiens dans le contrôle citoyen de l'action publique.

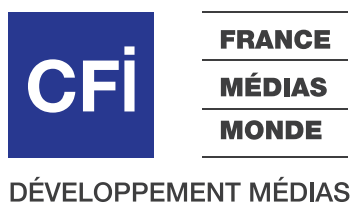


LECTURES NUMÉRIQUES

Accompagnement de quatre médias numériques libanais francophones pour développer et structurer l'offre éditoriale numérique en français, et renforcer les compétences stratégiques, éditoriales, techniques, marketing et économiques des équipes.

BILAN FINANCIER 2017

BUDGET OPERATIONNEL AFRIQUE		4 177 K€
Conseil / Expertise		3 247
	<i>Médias et développement</i>	1 725
	<i>Médias et entreprise</i>	376
	<i>Médias et Ressources Humaines</i>	455
	<i>Médias et pluralisme</i>	691
Equipe développement et gestion de projets		930
BUDGET OPERATIONNEL MEDITERRANEE-ASIE		3 004 K€
Conseil / Expertise		2 162
	<i>Médias et développement</i>	573
	<i>Médias et entreprise</i>	267
	<i>Médias et Ressources Humaines</i>	423
	<i>Médias et pluralisme</i>	899
Equipe développement et gestion de projets		842
BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT		2 843 K€
Communication et internet		151
Frais de structure		1 459
Equipe et fonctionnement		1 233
RESSOURCES		9 995 K€
Subvention annuelle du MEAE (dont reliquat 2016 : 925 K€)		8 154
Commandes publiques		938
Contrats bailleurs multilatéraux		892
Autres ressources (dont contribution des bénéficiaires)		11



Contact

62 rue Camille Desmoulins / 92130 Issy-les-Moulineaux

Communication : jgt@cfi.fr / + 33 1 40 62 32 32

www.cfi.fr